

**SERVICE PUBLIC
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
(SPANC)**

**Rapport relatif au Prix et à la Qualité du
Service Public d'assainissement
non collectif**

Exercice 2016

**Présenté conformément à l'article L.2224-5 du
Code Général des Collectivités Territoriales**

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1) Caractérisation technique du service..... | 3 |
| 1.1) Organisation administrative du service..... | 3 |
| 1.2) Estimation de la Population desservie par le service public d'assainissement non collectif..... | 3 |
| 1.3) Mode de gestion du service..... | 3 |
| 1.4) Prestations assurées dans le cadre du service (art L.2224-8 du CGCT) | 3 |
| 1.5) Activité du service..... | 5 |
| 1.6) Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif..... | 6 |
| 2) Tarification de l'assainissement non collectif et recettes du service | 6 |
| 2.1) Fixation des tarifs en vigueur..... | 6 |
| 2.2) Recettes d'exploitation | 8 |
| 3) Indicateurs de performance | 8 |
| Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif..... | 8 |
| 4) Financement des investissements..... | 10 |
| 4.1) Etat de la dette..... | 10 |
| 4.2) Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service..... | 10 |

Indicateurs applicables en assainissement non collectif à fournir dans le cadre du SISPEA

1) Caractérisation technique du service

1.1) Organisation administrative du service

Le syndicat mixte regroupe les communes de Bergesserin, Bourgvilain, Bray, Buffières, Bussières, Château, Chérizet, Chevagny-sur-Guye, Chiddes, Cluny, Cortambert, Curtil-sous-Buffières, Donzy-le-National, Flagy, Germolles-sur-Grosne, Jalogny, La Guiche, La Vineuse, Lournand, Massilly, Massy, Mazille, Pressy-sous-Dondin, Saint André-le-Désert, Sainte Cécile, Saint Léger-sous-la-Bussière, Saint Marcelin-de-Cray, Saint Martin-de-Salencey, Saint Point, Saint Vincent-des-Prés, Salornay-sur-Guye, Serrières, Sivignon, Tramayes, Vitry-les-Cluny, et la Communauté de Communes de Matour et sa région (Brandon, Clermain, La Chapelle du Mont de France, Dompierre les Ormes, Matour, Montagny sur Grosne, Montmelard, Saint Pierre le Vieux, Trambly, Trivy, Vérosvres).

Le SPANC regroupe donc 46 communes.

1.2) Estimation de la Population desservie par le service public d'assainissement non collectif

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Le service public d'assainissement non collectif dessert 12 077 habitants, pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de 19 398.

Le nombre d'installations d'assainissement non collectif est de 5 344.

1.3) Mode de gestion du service

Le service est géré en régie. Le nombre d'agents en régie directe est de 2 pour la partie technique, représentant 2 équivalents temps plein.

A ceci s'ajoute la partie administrative avec 1 poste de direction (2h hebdomadaire) et 1 poste de secrétariat-comptabilité (5 h hebdomadaire).

1.4) Prestations assurées dans le cadre du service (art L.2224-8 du CGCT)

Le SPANC du Clunisois assure :

- Le contrôle des installations d'assainissement non collectif neuves ou réhabilitées,
- Le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien de l'ensemble des installations.

Ces missions sont obligatoires (article L.2224-8 du CGCT). Le diagnostic doit avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2012 puis selon une périodicité qui ne peut excéder 10 ans.

Le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est réalisé en prenant en compte l'évaluation de l'installation au regard des risques environnementaux et dangers sanitaires et selon la périodicité suivante :

| Conformité ou impact | Périodicité des contrôles |
|---|--|
| Installation non conforme présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré | 4 ans (correspond au délai obligatoire pour la réalisation des travaux) |
| Installation non conforme incomplète, significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs hors zone à enjeu sanitaire ou environnemental | 6 ans |
| Installation conforme présentant des défauts d'entretien ou d'usure (Le propriétaire fournit au SPANC les justificatifs d'amélioration, d'entretien et de vidange dans un délai de 6 mois) | 10 ans |
| Installation conforme et ne présentant pas de défauts d'entretien ou d'usure | 10 ans |

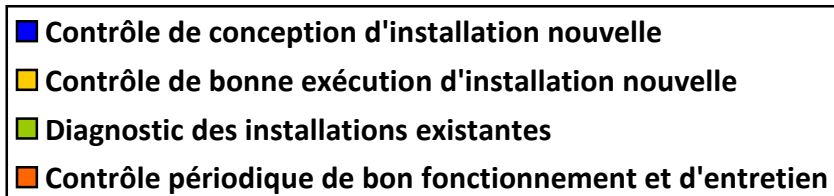
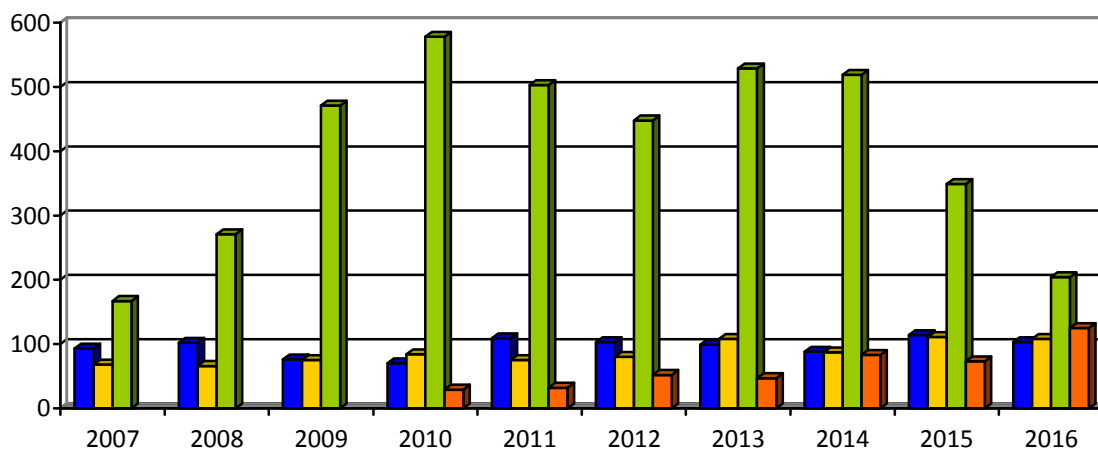
Depuis le 1er septembre 2012, vidanges groupées des installations d'assainissement non collectif par délégation à un prestataire.

Depuis le 10 juin 2014, convention de mandat avec l'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse relative à l'attribution et au versement des aides à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif attribuées aux particuliers maîtres d'ouvrage.

1.5) Activité du service

Nombre d'opérations effectuées dans le cadre du service :

| Prestations | | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Variation de 2015 à 2016 |
|----------------------------|--|------|----------------------------|------|------|------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------|--------------------------|
| Contrôle des installations | Contrôle de conception d'installation nouvelle | 93 | 46 + 56 Brionnais = 102 | 76 | 70 | 109 | 103 | 99 | 88 | 114 | 103 | - 9,6% |
| | Contrôle de bonne exécution d'installation nouvelle | 68 | 60 + 6 Brionnais = 66 | 75 | 84 | 75 | 80 | 108 | 87 | 111 | 108 | - 2,7% |
| | Diagnostic des installations existantes | 167 | 271 | 471 | 578 | 503 dont 92 pour vente | 448 dont 46 pour vente | 529 dont 37 pour vente | 519 dont 35 ponctuels-vente | 349 dont 30 ponctuels-vente | 204 dont 20 ponctuels | - 41,5% |
| | Contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien | 0 | 0 | 0 | 29 | 32 dont 13 pour vente | 52 dont 25 pour vente | 47 dont 29 pour vente | 83 dont 63 pour vente | 73 dont 63 ponctuels-vente | 125 dont 79 ponctuels | + 71,2% |



Bilan des installations contrôlées sur le territoire du SPANC :

| Nombre d'ANC à contrôler | Nombre d'ANC contrôlés au moins 1 fois : existants ou ctrl travaux | Reste à contrôler : existants ou attente ctrl travaux suite DA sur ANC jamais contrôlé | % d'ANC contrôlé |
|--------------------------|--|--|------------------|
| 5344 | 5050 | 294 | 94,5% |

1.6) Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

| | | Action effective en totalité (oui/non) | Nombre de points possibles | Nombre de points obtenus |
|---|---|--|----------------------------|--------------------------|
| A. – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif | Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération | oui | 20 | 20 |
| | Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération | oui | 20 | 20 |
| | Délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation neuve ou à réhabiliter | oui | 30 | 30 |
| | Délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du fonctionnement et de l'entretien | oui | 30 | 30 |
| B. – Éléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif : points comptabilisés seulement si tous les éléments obligatoires sont en place | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations | oui | 10 | 10 |
| | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | non | 20 | 0 |
| | Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange. | non | 10 | 0 |
| TOTAL | | | 140 | 110 |

Nombre de communes ayant un zonage terminé (approuvé par délibération après enquête publique) : 46 soit 100 % des communes.

2) Tarification de l'assainissement non collectif et recettes du service

2.1) Fixation des tarifs en vigueur

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (contrôle de la conception, de l'implantation, de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer – s'il le souhaite – à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

- la part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction de critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ; la tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés ;

- la part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'utilisateur ; la tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées.

Les tarifs applicables aux 01/04/2015 et 01/04/2016 sont les suivants :

| Tarifs | A u 01/04/2015 | A u 01/04/2016 |
|--|--|--|
| Tarif du contrôle des installations neuves en € | 339 | 343 |
| Tarif du contrôle des installations existantes en € | 115 | 116 |
| Tarifs des autres prestations aux abonnés en € (visite ponctuelle de type vente) | 193 | 195 |
| Entretien des installations | Fonction du type d'installation et du volume de celle-ci | Fonction du type d'installation et du volume de celle-ci |

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 17/02/2015 effective à compter du 01/04/2015
- Délibération du 19/01/2016 effective à compter du 01/04/2016

Le service est-il assujéti à la TVA ?

Oui

Non

2.2) Recettes d'exploitation

| Montant des recettes : | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Variation de 2015 à 2016 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------------------|
| Contrôle de conception d'installation nouvelle ou réhabilitée | 5766 | 6324 | 6629 | 6315 | 10164 | 10224 | 12630 | 12786 | 16566 | 15354 | - 7,3 % |
| Contrôle de bonne exécution d'installation nouvelle ou réhabilitée | 5984 | 5808 | 6807 | 7569 | 6842 | 9798 | 19295 | 16574 | 21342 | 21995 | + 3,1 % |
| Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien | 14432 | 23848 | 42653 | 53846 | 48446 | 46529 | 59535 | 60759 | 42291 | 28622 | - 32,3 % |
| Contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien | 0 | 0 | 0 | 2714 | 3083 | 5879 | 6793 | 14271 | 13193 | 20414 | + 54,7 % |
| TOTAL des recettes liées à la facturation des abonnés | 26182 | 35980 | 56089 | 70444 | 68535 | 72430 | 98253 | 104390 | 93392 | 86385 | - 7,5 % |

3) Indicateurs de performance

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

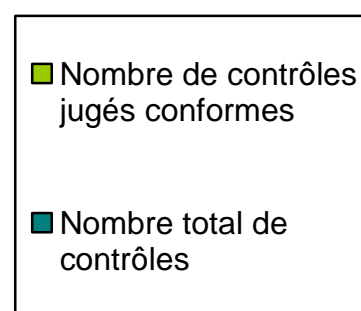
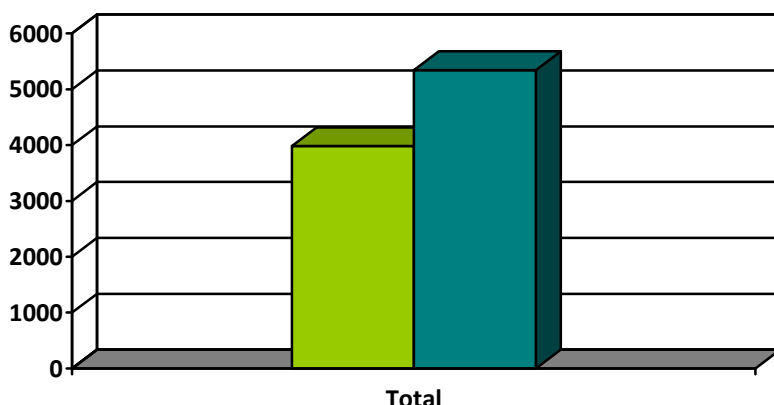
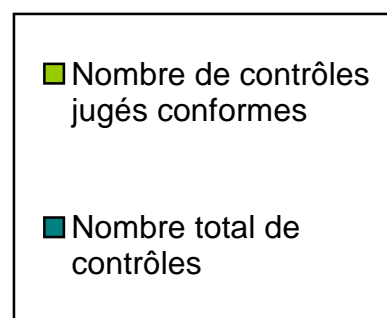
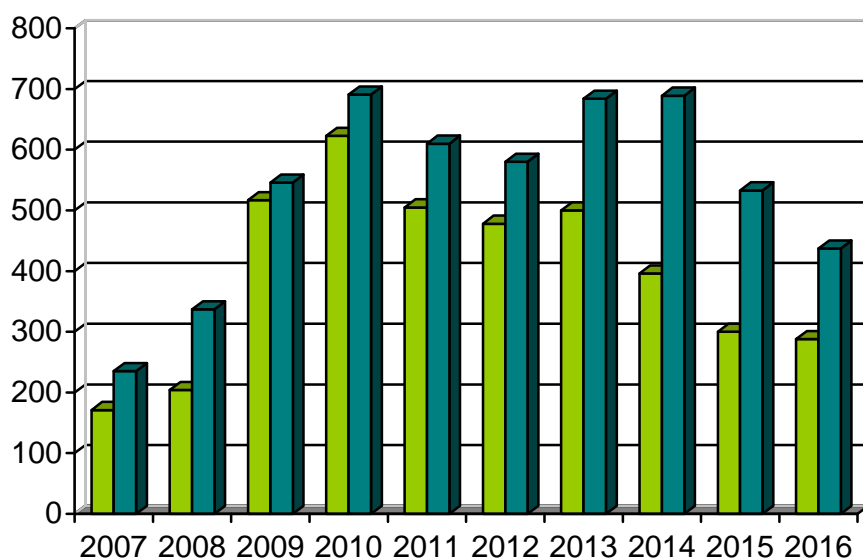
- d'une part le nombre d'installation conforme par rapport à la réglementation en vigueur (Arrêté du 27 avril 2012 sur la mission de contrôle des SPANC et Arrêté du 7 septembre 2009 modifié sur les prescriptions techniques d'ANC) dans le cadre des contrôles des installations existantes et des contrôles des installations neuves **depuis la création du service jusqu'au 31/12/2016,**
- d'autre part le nombre total d'installations contrôlées **depuis la création du service jusqu'au 31/12/2016.**

Attention : ce nouveau mode de calcul modifie les chiffres des années antérieures.

Par ailleurs, le calcul est ici réalisé sur le nombre de contrôle et non sur le nombre d'installation.

| | | |
|---------------------------------------|---|-------|
| | Nb installations jugées conforme (ANC neuf) | |
| | + Nb d'installation ne présentant pas de risques sanitaires ou environnementaux | |
| Taux de conformité (en pourcentage) = | | x 100 |
| | Nb total d'ANC | |

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | Total | Variation de 2015 à 2016 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|--------------------------|
| Nombre de contrôles jugés conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service à la fin de l'année considérée | 170 | 202 | 322 | 314 | 243 | 226 | 250 | 192 | 177 | 185 | 2281 | |
| Nombre de contrôles pour lesquels l'installation ne présente pas de risques sanitaires ou environnementaux | 1 | 2 | 195 | 309 | 262 | 252 | 250 | 204 | 123 | 103 | 1701 | |
| Total des contrôles conformes | 171 | 204 | 517 | 623 | 505 | 478 | 500 | 396 | 300 | 288 | 3982 | - 4 % |
| Nombre total de contrôles | 235 | 337 | 546 | 691 | 610 | 580 | 684 | 689 | 533 | 437 | 5342 | - 18 % |
| Taux de conformité [%] | 72.8 | 60.5 | 94.7 | 90.2 | 82.8 | 82.4 | 73.1 | 57.5 | 56.3 | 65.9 | 74.5 | |



Prise en compte de l'arrêté du 27/04/2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

4) Financement des investissements

4.1) Etat de la dette

L'état de la dette au 31 décembre 2016 fait apparaître le montant correspondant à la ligne de trésorerie ouverte en 2007:

| | Rappel 2009 | Rappel 2010 | Rappel 2011 | Rappel 2012 | Rappel 2013 | Rappel 2014 | Rappel 2015 | 2016 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------|
| Encours de la dette au 31 décembre | 59 000 | 35 000 | 35 000 | 35 000 | 20 000 | 10 000 | 10 000 | 0 |
| Remboursements au cours de l'exercice | 0 | 24 000 | 0 | 0 | 15 000 | 10 000 | 0 | 10 000 |
| dont intérêts | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont capital | 0 | 24 000 | 0 | 0 | 15 000 | 10 000 | 0 | 0 |

4.2) Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service

Mise à jour des documents de communication (site internet, règlement de service).